

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,
dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

AMÉNAGEMENT DU LOCAL ÉLECTRONIQUE DU CER EN ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Réf : 26-015_M

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Décomposition en lots et tranches	4
1.3 - Nature et étendue du marché	4
1.4 - Spécifications techniques.....	4
1.5 - Procédure.....	4
1.6 – Clause environnementale	4
ARTICLE 2. DUREE DU MARCHÉ - DELAI D’EXECUTION.....	5
ARTICLE 3. INTERVENANTS.....	6
3.1 – Représentant du Maître d’ouvrage.....	6
3.2 – Maître d’œuvre	6
3.3 – Coordonnateur sécurité et protection de la santé au travail (CSPS)	6
3.4 – Contrôleur technique	6
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	7
5.1 - Confidentialité.....	7
5.2 - Protection des données personnelles.....	8
ARTICLE 6. RESPONSABILITES.....	8
ARTICLE 7. CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	8
7.1 - Obligations de résultat.....	8
7.2 - Documents et suivi.....	8
7.3 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA	9
7.4 – Responsable désigné par le titulaire	9
7.5 – Lieu d’exécution	9
7.6 – Accès au site	9
7.7 - Réunions et gouvernance	9
7.8 - Notification des informations	10
7.9 - Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	10
7.10 - Assurances	10
7.11 - Essais, contrôles et vérifications	10
7.12 - Gestion des déchets de chantier	10
7.13 – Remise en état des lieux	11
ARTICLE 8. ORDRES DE SERVICES	11
ARTICLE 9. PRIX DU MARCHÉ	11

9.1 – Forme et contenu des prix	11
9.2 – Variation des prix	12
ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
10.1 - Avances	13
10.2 - Acomptes	14
10.3 - Demandes de paiement.....	14
10.4 - Modalités de règlement.....	15
10.5 - Unité monétaire	15
10.6 - Paiement direct des sous-traitants	15
ARTICLE 11. PROVENANCE DES MATERIAUX	15
ARTICLE 12. MAIN D’OEUVRE	16
12.1 - Liens juridiques	16
12.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	16
12.3 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	16
12.4 - Protection de la main d’œuvre	17
12.5 - Désignation de sous-traitants en cours de marché	18
ARTICLE 13. PENALITES	18
13.1 - Pénalités de retard.....	18
13.2 – Pénalités spécifiques	18
13.3 - Application des pénalités	19
ARTICLE 14. RECEPTION DES TRAVAUX	19
ARTICLE 15. GARANTIE	20
ARTICLE 16. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	21
ARTICLE 17. RESILIATION DU MARCHÉ	21
17.1 - Résiliation sans faute	21
17.2 - Résiliation pour évènements liés au marché	21
17.3 - Résiliation pour faute.....	21
17.4 - Liquidation du marché public résilié	22
ARTICLE 18. DIFFERENDS.....	22

ARTICLE 1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux d'aménagement du local électronique du Centre d'expérimentation et de recherche (CER) situé sur le site du Cerema de Grand Quevilly.

Les travaux concernent l'établissement suivant :

Site du CEREMA de Grand Quevilly
10 chemin de la Poudrière
76 120 Le Grand Quevilly

1.2 - Décomposition en lots et tranches

Les prestations ne sont pas alloties.
Le présent marché ne comporte pas de tranche.

1.3 - Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de travaux.
Il s'agit d'un marché conclu à prix global et forfaitaire.

1.4 - Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.5 - Procédure

Le marché a été passé selon une **procédure adaptée** régie par articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.6 – Clause environnementale

Le titulaire est tenu d'**assurer la propreté** et la **bonne gestion du chantier** :

- Un tri des déchets de chantier et d'évacuer ceux-ci dans les décharges agréées chaque jour (ou de les déposer, le cas échéant, dans les bennes prévues à cet effet sur chantier mises en place.
- Nettoyer le chantier en fin de chaque journée d'intervention, avec un soin particulier en site occupé.

Dans le cadre d'une démarche citoyenne, toute entreprise devra s'assurer tous les soirs que les systèmes d'éclairage sont éteints, que les outils, matériels sont débranchés et veillera à éviter tout gaspillage d'eau (vérifier qu'il n'y a pas d'écoulement d'eau).

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire au maximum les nuisances sonores ou proposer des aménagements afin de limiter les nuisances sonores susceptibles de perturber les agents du Cerema durant les heures travaillées.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION

Le marché débute à sa notification et prendra fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le délai global d'exécution du marché est de 8 semaines dont 2 semaines de préparation et 6 semaines de délai d'exécution des travaux.

Le délai global d'exécution du marché comprend :

- La période de préparation ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux compris les éventuelles détériorations constatées sur les existants ;

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un seul ordre de service précise la date de démarrage du délai global d'exécution comprenant la période de préparation puis l'exécution des travaux qui débute à la fin de la période de préparation.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 2 semaines est prévue.

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions ou ouvrages préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis.

Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché mais non dans le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché

de la même durée.

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après concertation avec le titulaire.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du maître d'ouvrage cinq (5) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Il est ensuite notifié par ordre de service au titulaire. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, c'est le calendrier prévisionnel d'exécution qui s'applique.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global.

ARTICLE 3. INTERVENANTS

3.1 – Représentant du Maître d'ouvrage

CEREMA (Direction Territoriale Normandie Centre)

10 chemin de la Poudrière

76 120 Le Grand Quevilly

3.2 – Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne Cerema par :

CEREMA (Direction Territoriale Normandie Centre)

10 chemin de la Poudrière

76 120 Le Grand Quevilly

3.3 – Coordonnateur sécurité et protection de la santé au travail (CSPS)

Le présent marché ne nécessite pas de coordonnateur sécurité et protection de la santé au travail.

3.4 – Contrôleur technique

Sans objet dans le cadre de cette opération de travaux.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 du CCTP : Plan d'accès site de Grand Quevilly

- Annexe 2 du CCTP : Rapport de repérage amiante avant travaux – sol et cloisons
- Annexe 3 du CCTP : Rapport de repérage amiante avant travaux – sondage poteaux
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.
- Les plans comprenant :
 - CER_Plan existant_démolition_000 ;
 - CER_Plan Projet_002 ;
 - CER_Plan Projet_Faux Plafonds_004 ;
 - CER_Plan masse_0000 ;
 - CER_Coupes existantes AA'_BB'_CC'_DD'_001
 - CER_Coupes projet AA'_BB'_CC'_DD'_003
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les prix unitaires mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-Travaux, il ne figure pas dans ce présent CCAP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans cet accord.

ARTICLE 5. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

5.1 - Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-travaux, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessé d'exercer leurs fonctions.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-travaux toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema ou le titulaire n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécu-

rité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner notamment la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

5.2 - Protection des données personnelles

Chaque partie au marché respectera l'article 5.2 du CCAG-travaux.

Il n'y a pas de traitement de données à caractère personnel dans le marché.

ARTICLE 6. RESPONSABILITES

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Conformément à l'article 35 du CCAG-TRAVAUX, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service. Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 - Obligations de résultat

Dès la notification du marché, le titulaire assume les obligations qui lui sont assignées au titre du marché.

Il lui appartient de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées pour le Cerema, conformément au CCTP.

7.2 - Documents et suivi

Le suivi des prestations se fera par sauvegarde interne au Cerema des différents échanges et livrables. Des comptes rendus des réunions de chantier hebdomadaires seront notamment établis.

La rédaction des livrables et des informations relatives au suivi du marché se fera obligatoirement en français.

Les échanges et transmissions de documents et de livrables se feront prioritairement de façon dématérialisée.

7.3 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA

La conduite d'opération est assurée par le Département Géosciences et Infrastructures de la Direction Territoriale Normandie Centre du Cerema.

7.4 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du CEREMA. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

7.5 – Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

**CEREMA DTer Normandie Centre
10 chemin de la Poudrière
76 120 Le Grand Quevilly**

7.6 – Accès au site

L'accès au site et les interventions pourront avoir lieux entre 8h et 17h du lundi au vendredi. L'accès au parking se fera selon les mêmes horaires.

En cas de dérogation à ces horaires, une demande devra être formulée au service.

7.7 - Réunions et gouvernance

Une réunion de chantier hebdomadaire sera organisée par le maître d'œuvre avec le titulaire. Ces réunions seront obligatoires et l'absence de l'entrepreneur est soumise à des pénalités conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre établit les procès-verbaux de ces réunions et les transmet à l'ensemble des participants. Les destinataires ont 7 jours pour émettre des observations à compter de la réception du PV. A défaut d'observation, le compte-rendu est réputé accepté et devient contractuel. Les instructions qui y sont portées valent ordre pour le titulaire.

La gouvernance du marché sera assurée principalement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Les entreprises communiquent directement avec le maître d'œuvre qui sert d'intermédiaire au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut établir des ordres de services correspondant aux travaux prévus.

En revanche, certains ordres de service devront impérativement être visés du maître d'ouvrage pour être exécutoires, il s'agit des ordres de service :

- Relatifs à la date de commencement des travaux ;
- Prescrivant des travaux complémentaires ou des modifications de programme ;
- Notifiant des prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus.

7.8 - Notification des informations

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG-TRAVAUX. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-TRAVAUX, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant dans l'offre du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit (selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCAG-travaux) dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information. La modification des adresses de contact ne donne pas lieu à avenant.

7.9 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

L'article 6 du CCAG-TRAVAUX s'applique.

La protection de la main d'œuvre et des conditions de travail est également traitée à l'article 12 et suivants du présent CCAP.

7.10 - Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ou matériels.
- De la responsabilité professionnelle couvrant les risques d'exécution, et les responsabilités biennales et décennales. La police précise le plafond assuré par sinistre et la nature des activités

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

L'attestation doit être valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier.

7.11 - Essais, contrôles et vérifications

Conformément à l'article 38 du CCAG-travaux, les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans les documents particuliers du marché, sont à la charge du titulaire.

7.12 - Gestion des déchets de chantier

Les dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux s'appliquent.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

La mise en place d'une organisation commune pour la gestion et l'élimination des déchets est prévue et sera définie lors de la période de préparation.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé au présent cahier des clauses administratives particulières (article 13.2 du CCAP).

7.13 – Remise en état des lieux

Le titulaire intervient dans des locaux achevés, il doit par conséquent prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection desdits locaux. Il est responsable de toutes dégradations commises de son fait et survenues pendant la durée de son intervention.

A l'issue de son intervention, le titulaire doit assurer la remise en état des lieux, en cas de non-respect une amende forfaitaire de 150€ HT lui sera facturé sans mise en demeure.

ARTICLE 8. ORDRES DE SERVICES

La période de préparation tout comme l'exécution des travaux débiteront sur ordre de service du maître d'œuvre visé par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut transmettre au titulaire tous les ordres de service qu'il juge nécessaire pour l'exécution des travaux. En revanche, certains ordres de service devront impérativement être visés du maître d'ouvrage pour être exécutoires, il s'agit des ordres de service :

- Relatifs à la date de commencement des travaux ;
- Prescrivant des travaux complémentaires ou des modifications de programme ;
- notifiant des prix nouveaux

ARTICLE 9. PRIX DU MARCHÉ

9.1 – Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les stipulations de l'article 9.1 du C.C.A.G.- travaux sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

Le titulaire est réputé avoir, à la remise de son offre :

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,

- Pris connaissance des lieux d'exécution des travaux,
- Contrôlé toutes les indications du dossier de consultation des entreprises,
- Pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- des stipulations du CCAG et de l'ensemble des pièces contractuelles,
- des visites effectuées sur les lieux d'exécution des travaux
- des contrôles de toutes les indications du dossier de consultation des entreprises
- des mesures à prendre par le titulaire vis-à-vis des risques Covid-19, dans le respect des instructions gouvernementales en vigueur au moment de l'exécution des prestations,
- de tous les frais de transport, de restauration et d'hébergement,
- de toutes les réunions de chantier prévues,
- des phénomènes naturels,
- des coûts résultants de l'élimination des déchets de chantier.
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des dépenses communes de chantier décrites dans les pièces du présent marché notamment les frais de protection et de conservation des ouvrages existants.

9.2 – Variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo, soit le mois de remise des offres tel que défini dans le règlement de consultation, ou en cas de négociation le mois de remise des offres finales.

Conformément aux articles R2112-9 et suivants du code de la commande publique le prix ferme est actualisable :

- Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.
- Aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. Pour l'application de ces dispositions, la date retenue comme date de début d'exécution des prestations sera celle indiquée dans l'ordre de service lançant le démarrage de la période de préparation.

L'actualisation se fera selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT01(n-3)/BT01o]$$

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT (ce prix s'entend comme le prix de l'offre du titulaire)

BT01(n-3) = Valeur de l'index BT01 Tous corps d'état index Bâtiment base 2010 connu à la date mentionnée dans le premier ordre de service moins 3 mois.

BT01o = Valeur de l'index BT01 Tous corps d'état index Bâtiment base 2010 connu la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre.

Si les conditions précitées sont remplies, l'actualisation est de droit. Elle a lieu une seule fois, à la demande du titulaire. Le titulaire adresse sa demande après réception du premier ordre de service relatif à la période de préparation. Il joint à sa demande la DPGF actualisée sous format Excel permettant de vérifier l'application de la formule d'actualisation, ainsi que les valeurs d'indice BT01 (n-3) et BT01o retenues.

La demande est transmise à l'adresse suivante : cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements s'effectuent dans les conditions fixées par les articles 10 et 12 du CCAG-TRAVAUX.

10.1 - Avances

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont satisfaites.

Il est fait application ici de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Lorsque la durée d'exécution du marché est inférieure à 12 mois le montant de l'avance est de 30% du montant du marché indiqué dans l'acte d'engagement.

Elle n'est due que sur la base du montant initial du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Elle est versée si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

Le remboursement de l'avance :

- s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché ;
- doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance sera versée sur un compte commun pour l'ensemble des membres du groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, pour pouvoir

bénéficiaire de l'avance, le titulaire devra impérativement indiquer la répartition des paiements entre les membres du groupement au plus tard à la notification du marché.

10.2 - Acomptes

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

La bonne exécution des prestations pourra être vérifiée par des constatations et constats contradictoires conformément à l'article 11 du CCAG-travaux.

10.3 - Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont établies conformément à l'article 12 du CCAG-travaux.

Néanmoins, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-travaux, le projet de décompte prend en compte l'actualisation des prix effectuée conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro de marché,
- le numéro de SIRET de l'Etablissement,
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis pendant la période de préparation.

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

sfact.metz@cerema.fr

10.4 - Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

10.5 - Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

10.6 - Paiement direct des sous-traitants

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les modalités suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 11. PROVENANCE DES MATERIAUX

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre notifiant par ordre de service les prix provisoires dans les 15 jours qui suivent l'autorisation donnée. Si le maître d'œuvre subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction

ARTICLE 12. MAIN D'OEUVRE

12.1 - Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

12.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du marché.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

12.3 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Cerema, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

12.4 - Protection de la main d'œuvre

L'article 6 du CCAG-travaux s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Cerema, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Cerema, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

12.5 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au présent CCAP.

Le titulaire doit joindre, en sus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 7.10 du présent CCAP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCAP.

Le titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 13. PENALITES

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire du lot encourt, par jour de retard dans l'exécution des tâches figurant dans le calendrier détaillé d'exécution et sans mise en demeure préalable, une retenue provisoire de 300 € net de taxes.

Cette retenue est remboursée à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur le délai global d'exécution des travaux, dans le cas contraire elle est conservée de manière définitive.

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution, dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, la pénalité forfaitaire peut être appliquée sans mise en demeure du titulaire.

13.2 – Pénalités spécifiques

En complément de l'article 19 du CCAG-travaux, les pénalités forfaitaires suivantes pourront être appliquées au titulaire en sus des pénalités de retard :

Motifs	Pénalités
--------	-----------

Absence injustifiée du titulaire à une réunion de chantier	50 € net de taxes par constat
Intervention d'un intervenant non déclaré conformément à l'article 12 du présent CCAP sans préjudice des conséquences liées à la non-acceptation des prestations concernées, en particulier le titulaire doit assurer la réalisation des prestations avec la qualité requise à ses frais et risques.	300 € net de taxes par intervenant non déclaré
Absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1, 36.2.2 et 37 du CCAG-travaux relatif au contrôle et suivi des déchets de chantier	300 € net de taxes par élément non produit ou constat s'agissant des enlèvements
Pénalité pour non-respect concernant la gestion des déchets de chantier. Appliquée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> – Dépôt des matériaux ou de l'amiante en dehors des zones prescrites. – Non-respect du tri des déchets sur le chantier 	300€ par infraction

13.3 - Application des pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.4 et 19.3 du CCAG-TRAVAUX, toutes les pénalités prévues au présent CCAP peuvent être appliquées sans demande d'observations ni mise en demeure préalables.

L'article 19.1 du CCAG-travaux s'applique au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux, toutes les pénalités pourront être appliquées quel que soit leur montant.

Toutes les pénalités indiquées ci-avant sont cumulables.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 14. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception concerne l'ensemble des travaux relatifs à l'opération ou, le cas échéant, de la tranche de travaux concernée.

C'est le titulaire qui avise à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront : le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations préalables à la réception (OPR) dans un délai qui est de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération, si cette dernière date est postérieure.

Le maître d'ouvrage peut y assister ou s'y faire représenter.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Les opérations préalables à la réception pouvant nécessiter plusieurs jours, la date figurant sur le procès-verbal prévu à l'article 41.2 du CCAG Travaux est leur date de fin.

A l'issue des opérations préalables à la réception et sur proposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

- Si la réception peut être prononcée :

Le maître d'ouvrage fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux, la réception prend effet à ladite date.

Si la réception est prononcée avec réserves, les titulaires disposent du délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes. A défaut, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter par l'entreprise de son choix aux frais et risques du ou des titulaire(s) défaillant(s), après mise en demeure restée infructueuse.

- Si la réception ne peut être prononcée :

La date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération. Il bénéficie alors d'un délai fixé par la décision pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal des opérations préalables. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues à l'article 41.4 du CCAG-TRAVAUX et précisées le cas échéant dans le CCTP. En tout état de cause, les titulaires devront réaliser les essais et vérifications de fonctionnement suivant les directives éditées par l'Agence qualité construction (AQC) et indications fournies par le Bureau de Contrôle le cas échéant.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC) qui devront être envoyés au Bureau de contrôle.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire est tenu d'attendre que soit fixée la date des opérations préalables par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage. Il n'y aura pas de réception tacite en l'absence de l'avis du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-TRAVAUX, la décision du maître d'ouvrage fixant la date de réception de l'ensemble des travaux est notifiée au titulaire dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal dressé par le maître d'œuvre.

En cas d'application de l'article 41.1.2 du CCAG Travaux, le procès-verbal est établi et signé par le maître d'ouvrage qui le notifie au maître d'œuvre. Un exemplaire est remis au titulaire.

Réfaction :

Les dispositions de l'article 41.7 du CCAG Travaux s'appliquent.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

ARTICLE 15. GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG-TRAVAUX, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG-TRAVAUX, d'un an à compter de la

date d'effet de la réception.

ARTICLE 16. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 17. RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation intervient dans les conditions prévues aux articles 49 à 54 du CCAG-travaux.

17.1 - Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 50.1 du CCAG-travaux
- motif d'intérêt général conformément à l'article 50.4 du CCAG-travaux.

17.2 - Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX.

17.3 - Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-travaux, le marché public peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 50.3 du CCAG-travaux.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.

- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.
- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément aux articles 52.2 et suivants du CCAG-travaux, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

17.4 - Liquidation du marché public résilié

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire conformément à l'article 51 du CCAG-travaux.

ARTICLE 18. DIFFERENDS

Les différends entre les parties sont réglés conformément à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

En cas d'issue contentieuse, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.